



CHARPENTERS OU ENTREPRENEURS

Qui est responsable des difficultés qui existent aujourd'hui? — Comment un contrat fut répudié par certains entrepreneurs. — L'augmentation des salaires est en dessous de l'augmentation du coût de la vie.

Le 2 septembre dernier, les charpentiers-menuisiers — au nombre de 1,500 — se mettaient en grève à Montréal. La raison: refus des entrepreneurs (membres du Builders' Exchange) de leur accorder un salaire de 75 centimes de l'heure.

Les membres du Builders' Exchange viennent maintenant poser en victimes et en appelant à l'opinion publique, prétendant que les ouvriers charpentiers à la étranger et qu'il leur est impossible de payer le salaire qu'ils exigent.

Il est bon de temps à autre de remonter un peu dans le passé et de voir, à la lumière des faits, qui est responsable de la situation actuelle.

En juin 1914, l'Association des Entrepreneurs-Généralistes de Montréal et la Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers, à la suite d'une décision rendue par un Bureau d'Arbitrage, composé de feu le juge Beaudin, John Y. York, représentant les patrons, et moi-même, représentant les ouvriers, signaient un contrat de trois ans, par lequel un salaire de 45 centimes de l'heure devait être payé pour une période d'un an — soit du 1er juin 1914 au 1er juin 1915 — les membres de la Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers devant toujours être employés de préférence à d'autres, tant qu'il y en aurait de disponibles. Il y avait une autre clause de ce contrat qui se lisait comme suit:

Un bureau d'arbitrage permanent de sept membres sera constitué, dont trois seront nommés par chacune des deux parties intéressées, et le président par les deux parties conjointement ou par le Ministre du Travail, s'il était impossible de s'entendre sur son choix.

Les devoirs de ce Bureau consisteront principalement à se réunir le 15 janvier de chaque année, et à l'appel du président, pour préparer une échelle de salaires qui serait en force pour une période d'un an, à partir du premier juin au premier juin de l'année suivante; de plus, il devait voir à la bonne exécution de ce contrat et régler toutes les difficultés qui pourraient survenir pendant sa durée.

La Fraternité Unie s'engageait à ne pas permettre à aucun de ses membres de travailler à un salaire moindre que celui qui était stipulé par le contrat.

C'était un contrat raisonnable, et j'avais lieu d'espérer qu'il serait scrupuleusement observé de part et d'autre et que l'harmonie et la paix régneraient entre patrons et employés; mais les événements prouvèrent le contraire, malheureusement.

Le 1er février 1915, l'Association des Entrepreneurs décidait de réduire les salaires de 15 à 20 pour cent, et sa prétention était acceptée par le président du Bureau d'Arbitrage permanent, M. Duncan McCormick, en violation du contrat intervenu en juin 1914. La Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers enregistrait une vive protestation au Ministère du Travail d'alors, l'Hon. M. Crothers, et donnait les noms des entrepreneurs qui répudiaient leur signature et violaient l'entente qu'ils avaient conclue.

Voilà la cause des troubles qui existent aujourd'hui et dont toute la responsabilité doit retomber sur les entrepreneurs qui viennent poser en victimes aujourd'hui.

Vous me direz que depuis les salaires ont augmenté et que les charpentiers et menuisiers sont payés généralement 60 centimes de l'heure; d'accord. Il s'agit de trouver maintenant si ces derniers ont raison d'exiger 75 centimes de l'heure. Il ne faut pas être un grand économiste pour savoir que le salaire ne représente exactement que la quantité de marchandises qu'il peut acheter, une piastre ne vaut réellement une piastre que si elle peut acheter pour une piastre de marchandises — si une piastre n'achète aujourd'hui que la moitié de ce qu'elle achetait il y a cinq ans, il faut donc gagner aujourd'hui deux piastres pour chaque piastre qu'on gagnait à cette date.

Les statistiques du Département du Travail d'Ottawa déclarent que de juillet 1914 à juillet 1919, l'augmentation du coût de la vie dans les produits alimentaires — qui sont le principal item du budget d'une famille ouvrière — est de 86 POUR CENT, l'augmentation dans le prix du combustible de 55 1/2 p.c. et dans le loyer de 8 1/2 p.c.

Que demande la Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers? Une augmentation de 30 centimes de l'heure sur les salaires de 1914, ou 66 pour cent; et y a donc une différence de 20 pourcent entre ce qu'elle demande et ce qu'elle aurait dû demander pour gagner exactement le même salaire — pouvoir d'achat — qu'en 1914. Si l'augmentation des salaires avait suivi l'augmentation du coût de la vie, dans la même proportion, le salaire réclamé par les charpentiers devrait être de 45 centimes de l'heure plus 86 pour cent d'augmentation, soit 83 1/2 centimes de l'heure. Donc, la Fraternité aurait dû demander un salaire de 83 1/2 centimes de l'heure au lieu de 75 centimes.

Inutile de chercher d'autres arguments, c'est assez concluant! Il est bon toutefois de faire remarquer que comme l'ouvrier charpentier-menuisier ne travaille pas 52 semaines par an, la proportion dans l'augmentation de son salaire devrait être encore plus forte.

Comme un des membres du Bureau d'Arbitrage, j'ai eu qu'il était bon que je donne ma version de l'affaire et de prouver qu'il était intéressant de retourner un peu en arrière.

La parole est au représentant des entrepreneurs sur ce Bureau d'Arbitrage; maintenant, qu'il donne son côté de la médaille et le public pourra juger en toute connaissance de cause.

Gus. Franco.

LES JEREMIADES DE L'ACTION CATHOLIQUE

On vous entend: le prêtre à la sacristie et vous, dans la rue, dans l'union ouvrière, partout où il y a moyen de ravir à l'Église les âmes qu'elle veut sauver et les intelligences qu'elle a la mission d'éclairer! Pas de prêtre chez les ouvriers, la question ouvrière est une question économique!

Ainsi brama l'Action Catholique, furieuse, malgré son titre, de n'avoir pas été invitée avec des gants blancs à une conférence d'ouvriers, où elle aurait aimé pontifier. Cette bonne vieille aime trop les ouvriers. Nous pourrions lui dire comme le petit chaperon rouge au loup en bonnet tuyauté: "Ma grand'mère, vous avez bien des grandes dents!" — "Hou! hou! c'est pour mieux te croquer, mon enfant!" Si elle veut nous embrasser, tenons-nous à distance respectueuse de ses incisives. Un zèle excessif pour la religion comme des explosions de patriotisme doivent nous faire tenir sur nos gardes. Les évêques anglais, les rabbins ont autant d'intérêt que les gens de l'Action Catholique à sauvegarder la foi de leurs ouailles, d'où vient qu'ils n'interviennent pas dans les unions et laissent le destin des travailleurs s'accomplir sans aller imprudemment se fourrer le nez entre l'arbre et l'écorce? Est-ce qu'ils essaient de faire une question religieuse d'une simple question économique.

La feuille dévote a la naïveté de cette petite fille du livre de lecture qui attachait les feuilles des arbres avec de la ficelle parce qu'on lui avait dit que sa sœur, atteinte de la poitrine, mourrait à la chute des feuilles et qu'elle ne voulait pas que le fatal orage s'accomplisse. Ce n'est pas en s'accrochant toute larmoyante après les pans d'habit des ouvriers qu'elle empêchera la fatalité de s'accomplir.

Les femmes qui ne veulent pas laisser de corde à leur mari, les suivent comme leur ombre, les abreuvant de recommandations, leur font réclamer le chapelet en famille avant d'aller aux vues, ne peuvent supporter qu'il entre un verre de "gin", ni un ami dans la maison, dont s'attendre à être trompées sans

merci à la première occasion. Croyez-vous que celles qui mènent leur mari, ont le lendemain de leur nocce, signifié leur intention de porter la culotte. Non, elles ont été plus adroites; tout en cajolant leur "gros bibi", en lui donnant toutes sortes de nom d'oiseau, en le flattant sur le sens du poil, elles lui ont fait lâcher les guides, sans qu'il s'en aperçût.

Si l'Action Catholique voulait accomplir la petite oeuvre, c'était d'aller en douce, de se faufiler dans les rangs ouvriers, de s'insinuer dans leurs bonnes grâces et de commencer par gagner leur confiance avant de vouloir leur dicter des lois et leur parler ex-cathedra. Mais elle a montré ses griffes trop tôt. De plus toujours elle s'ingénie à contrarier leur idéal, à limiter leur action, à semer la zizanie entre les travailleurs et ceux qui s'intéressent à leur bien-être, à susciter leurs bonnes intentions. Elle voudrait qu'ensuite on aille la chercher en droiture pour la conduire aux conventions du travail et qu'on l'invite à y prendre le premier rang. Elle n'a pas su assez dissimuler ses appétits et son besoin de domination. Elle a manqué de tact et de diplomatie et s'est ainsi qu'elle a compromis la cause qu'elle servait. Qu'elle en subisse les conséquences sans mot dire. Qu'elle rumine son mécontentement comme le chien d'or:

Je suis un chien qui ronge l'os, En le rongant, je prends mon repos. Un jour viendra qui n'est pas venu Où je mordrai qui m'aura mordu.

Les peuples avec la liberté ont pris conscience de leurs responsabilités et de leurs obligations. Ils se sont rendus maîtres des événements, laissant être les artisans de leur destin. On ne selle pas un cheval indompté, on ne risque de se faire rompre le cou à ce jeu dangereux. Il faut plus de patience, de ruse que de poigne, pour amener les bêtes ombrageuses et fières à se laisser passer un licou.

Elle voudrait bien, la dévote feuille québécoise, asservir ce noble coursier, en faire un cheval de trait afin qu'il la voiture dans sa bonne vieille ville de Québec, pour qu'à l'exemple de l'âne porteur

de reliques, l'honneur de promener ces saints personnages le paye de son esclavage. Elle cut la maladresse de brandir son bâton de police, singulière houlette pour un berger, de méconner des anathèmes et d'esquisser des gestes menaçants, alors on l'a écartée froidement et poiment, on l'a persuadée de se mêler de ses affaires, de rester dans sa sacristie plutôt que dans la rue. Et elle s'en plaint. Je trouve qu'elle a la meilleure part, car la rue est houleuse parfois comme une mer en furie. Il y a des barricades souvent, des assemblées tumultueuses où l'on risque d'attraper un œil au beurre noir ou une bosse sur le crâne. Celui qui est dans un port sûr, à l'abri des autans, à filer le lin de ses jours paisibles, uniformément blancs, doit être content de son sort. La rue est sale, souvent couverte d'une galle qui supprime une matière nauséabonde, ou elle est glissante comme une glace vive. Il faut des miracles d'équilibre pour ne pas s'étendre de tout son long sur ce miroir perfide qui dissimule sa traîtrise sous une mince couche de poudre diabolique. Le parquet des sacristies, ciré tous les jours, est doux à la plante des pieds. Sans crevasse, sans butte, on évolue silencieusement sur cette surface lisse, sans craindre le faux pas qui nous laisse perclus pour le restant de nos jours.

Le Monde Ouvrier est vraiment cruel de vouloir confiner l'Action Catholique et compagnie à ce milieu parfumé d'encens où le bruit des rumeurs de la rue arrive assourdi comme le chantonnement lointain des rapides et des houles. Il se réserve les luttes et donne le repos à ses prétendus ennemis, c'est vraiment les traiter mieux que soi, selon le précepte évangélique. Et l'Action Catholique meugle comme si on lui arrachait son veau. Mais il vient un temps — qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas — où le nourrisson cesse de têter sa mère, pour chercher lui-même sa pâture. Pour cela il lui faut se libérer de la suggestion maternelle. C'est la dure loi de la nature, mais c'est la loi, il faut s'y résigner.

Julien Saint-Michel.

EN FAVEUR DE LA NATIONALISATION

Le Conseil des Métiers et du Travail se prononce en faveur de l'achat du Grand-Tronc. — La suppression des billets d'ouvriers et l'augmentation des taux du tramway est l'objet de critiques acerbes. — Peut-on prendre une jonction. — En faveur de la journée de 8 heures. — La fermeture à bonne heure et les commis.

Le Conseil des Métiers et du Travail a fait du bon travail lors de son assemblée jeudi soir, lorsqu'il s'est prononcé en faveur de la nationalisation de tous les services d'utilité publique, contre l'augmentation du tarif des tramways et l'abolition des billets d'ouvriers, et a décidé d'entreprendre une vigoureuse campagne pour obtenir une loi décrétant la semaine de 44 heures.

Le délégué Gus. Franco, en présentant sa résolution en faveur de la nationalisation de tous les services d'utilité publique, expliqua que les travailleurs du non-fer ont agité pour obtenir la nationalisation et l'édification; il y a deux manières de l'obtenir: l'une par législation, l'autre par l'action directe. Il préfère le premier moyen. Il félicita l'attitude de certains membres du Board of Trade qui disent: "Si le Gouvernement achète le Grand-Tronc, nous ne souscrirons pas un dollar à l'Emprunt de la Victoire!" C'est du bolchévisme capitaliste tout simplement; et si la classe ouvrière ditait sa volonté de cette manière l'on érigerait un scandale et l'on parlerait d'installer des mitrailleuses au coin des rues. Nous sommes en faveur de la nationalisation de toutes les utilités publiques et quand un gouvernement, quel qu'il soit, fait un pas dans cette direction il est juste que nous proclamions hautement notre approbation.

Le président Foster, dans un plaidoyer éloquent, démontra que l'opposition à l'achat du Grand-Tronc prenait son origine dans le fait qu'on ne voulait pas d'un réseau de chemin de fer couvrant le pays d'un océan à l'autre qui ferait concurrence au C. P. R. Il ridiculisa l'attitude prise par certains membres du Board of Trade qui allaient jusqu'à demander aux ouvriers de déclarer un grève générale pour s'opposer à ce projet. Quand la classe ouvrière fait grève pour obtenir des meilleurs salaires et conditions de travail, on prétend que nous sommes des révolutionnaires, mais quand cela fait l'affaire des capitalistes, alors la grève générale est une bonne chose. Nous sommes en faveur de la nationalisation de tous les services d'utilité publique et nous en resterons les partisans.

Les délégués Mathieu, Jos. Gauthier, Girard, Clermont et Kerrigan parlèrent également en faveur de la nationalisation. Le seul délégué quiregistra son vote contre le projet fut le délégué Larivée, de l'Union des Nouvelistes, qui déclara qu'il ne souscrirait pas un sou à l'Emprunt de la Victoire si cela devait servir à l'achat du Grand-Tronc. Finalement, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité moins le vote du délégué Larivée. Voici la résolution: "Attendu qu'il existe en ce moment une agitation dans certaines parties du pays contre la nationalisation du Grand-Tronc; "Et attendu que certains des adversaires de la nationalisation demandent au peuple de ne pas souscrire à l'Emprunt de la Victoire si le Grand-Tronc est acheté par le Gouvernement; "Et attendu que le Conseil des Métiers et du Travail a toujours été en faveur de la nationalisation de tous les services d'utilité publique; "Qu'il soit résolu: Que le Conseil approuve la position prise par le Gouvernement sur cette question et réitère ses déclarations antérieures en faveur de la nationalisation de tous les services d'utilité publique."

La question de l'abolition des billets d'ouvriers et l'augmentation des taux de passage dans les tramways vient en dis-

cession à la suite d'une communication de l'Union des Employés de Raffineries de sucre, laquelle proteste contre cette action et demande aux ouvriers de ne pas employer les tramways le jour de la mise en force de ce règlement. Sur proposition du délégué Proby, il fut décidé que le Comité Exécutif soit chargé de demander un avis légal afin de prendre une injonction contre la mise en force de la décision de la Commission des Utilités Publiques si possible.

Le Conseil, à la demande de l'Union des Commis-Marchands, protesta contre les amendements qui ont été présentés au Conseil de Ville. L'effet de permettre aux marchands n'employant pas plus de deux commis de tenir leur magasin ouvert jusqu'à 9 heures du soir, ce qui serait injuste à faire aux autres marchands et amoblirait le bon effet du règlement de la fermeture à bonne heure.

Afin de prouver que la solidarité qui unit la classe ouvrière du monde entier n'est pas un vain mot, le Conseil vota la somme de \$25 au Fonds de défense des grévistes de Winnipeg et \$10 au Fonds de défense des grévistes de Toledo, Ohio.

La question de la journée légale de 8 heures fut l'objet d'une discussion intéressante, et il fut finalement décidé que le Conseil se déclare en faveur d'une législation décrétant la semaine de 44 heures dans la province de Québec, et un comité fut nommé pour créer une agitation en faveur de cette mesure. Ce comité se compose des délégués Gus. Franco, Alph. Mathieu et S. Maguire.

Il y aura une assemblée spéciale du Conseil, jeudi le 30 octobre prochain, pour compléter l'étude des amendements à la constitution.

Les délégués suivants furent admis à siéger: J. Grant Smith, Union des Nouvelistes; Raoul Thomas, John Richardson, Arthur Tessier, Union des Travailleurs en caoutchouc.

TRAVAILLEURS EN TABAC

La soirée de "euchère" et bal que l'union internationale No. 149 s'est proposée de donner, le 23 octobre prochain, s'annonce comme devant être un gros événement. L'organisateur, J.A. Larose, a réuni un concours des autres membres du comité d'organisation, a obtenu de la générosité des nombreux amis des travailleurs en tabac, de beaux et riches prix, pour être distribués aux gagnants de la partie de cartes. Les billets d'entrée s'envolent, et tout fait prévoir un beau succès. Cette séance aura lieu dans la salle de l'Auditorium, 229 Ontario, près Bleury.

LES BOURREURS DE CRANES

Au moment où les "bourreurs de crânes" français s'apprêtent à donner l'assaut à la République, il est curieux d'observer les notres, car nous en avons, nous aussi, des "bourreurs de crânes". Ils ont nom, par exemple, le "Devoir", l'"Action Catholique", le "Droit", pour ne citer que les principaux, ceux qui se sont taillé la grosse besogne. Il y a aussi nos petites feuilles de campagne, qui rentrent dans la même catégorie, mais comme elles ne font qu'imiter les "grosses feuilles", il est superflu d'en faire autrement mention.

Ces estimables journaux, dont le travail "d'emplissage" systématique est remarquable, sont à notre province de Québec, ce qu'est l'"Orange Sentinel" dans l'Ontario. Le puritanisme outrancier de la farouche intrépidité de nos éternels ennemis, les "bourreurs de crânes", se font une spécialité de cultiver la haine de race à race parmi notre population cosmopolite, et veulent assujettir tout ce qui les entoure à leur étroite et mesquine façon d'entrevoir les choses de ce monde. Dans un pays comme le nôtre, peuplé d'éléments si variés, sous tant de rapports, il est douteux qu'on ait jamais un peu d'harmonie, tant que ces organes de scission et de rancune trouvent des lecteurs assez complaisants ou assez naïfs pour ne se bâtir une opinion que par l'intermédiaire de telles publications.

BILLETS DE TRAMWAYS

Telle est la décision de la Commission des Utilités Publiques. — Trop tard pour réclamer, il ne nous reste qu'à payer. — Un service de tramway gratuit. — Utopiste ou socialiste.

Ainsi, c'est décidé: à l'avenir, il n'y a plus de billets d'ouvriers sur les tramways. Adieu, billets jaunes d'antan, au revoir, billets bleus du passé; dorénavant il nous faudra payer 30 centimes pour six billets uniformes, ou 7 centimes en argent chaque passage.

Par esprit de conciliation le nous traites les correspondances — transferts — mais on a pris la précaution de nous prévenir que s'il y avait des abus de ce côté-là on nous les supprimerait également. Il n'y a rien de changé non plus pour les billets d'écoliers — mais comme ils ne sont bons qu'à partir de 8 heures du matin et que la grande majorité des élèves — quand ils commencent à pouvoir faire usage de ces billets — doivent être rendus à l'école pour l'étude de 8 heures du matin, ils ne valent pas grand chose.

Il est inutile de réclamer ce que tout le monde sait aujourd'hui, que nous sommes liés par un contrat à la Compagnie des Tramways, qu'elle a droit à 6 pour cent sur un capital de 36 millions de dollars — capital qui a été baptisé plusieurs fois — augmentation du salaire des employés, etc., etc., enfin de tout ce qui a été complété et accompli pour donner à la Compagnie des Tramways une franchise.

La Commission des Tramways a rendu sa décision, la Commission des Utilités a décidé, les uns disent que nous sommes c'est juste et raisonnable; les autres disent que c'est un vol manifeste. Comme nous ne sommes pas dans le secret des dieux, tout ce que nous savons, c'est que nous, ouvriers, nous devons payer et que c'est sur la classe des travailleurs que le fardeau pèse le plus lourdement.

Mais puisqu'il fallait trouver des ressources quelque part, pourquoi ne pas avoir augmenté plutôt le tarif comptant pour le mettre à 8 centimes ou 9 centimes si c'était nécessaire — et avoir laissé les billets d'ouvriers tels qu'ils étaient!

Pourquoi toujours faire retomber la plus grosse part sur le plus pauvre? Le touriste, qui vient se promener à Montréal, prend rarement des billets, il paie pour un passage et il n'aurait certainement pas trouvé à redire si on lui avait demandé même 10 sous pour un passage; la différence aurait permis tout probablement de continuer à nous vendre 6 billets d'ouvriers pour 25 centimes.

Mais, que voulez-vous? Tant que la classe ouvrière ne sera pas représentée par quelques-uns des siens dans toutes les commissions, personne n'étant préposé pour prendre sa défense, elle ne peut s'attendre à obtenir justice.

En attendant, nous songerons à la Commission des Tramways d'étudier le projet que nous avons soumis il y a quelques mois déjà, de municipaliser le système des tramways et de le mettre gratuitement à la disposition du public en faisant payer le coût de son opération par une taxe sur le revenu.

Nous savons très bien que l'on va encore nous traiter de lunatiques et de visionnaires, une fois de plus ou de moins cela n'a pas d'importance. Tant et ce que nous savons, c'est que ce système est en vigueur, qu'il a donné pleine et entière satisfaction, que les rues comme les trottoirs appartiennent à tout le monde; que l'on prétend que nous sommes à l'angore d'un monde nouveau, mais que chaque fois qu'on veut changer les vieilles routines on est traité de fou, d'utopiste ou de socialiste. En attendant, paye, Baptiste!

NOS CAMIONNEURS S'AMUSENT

Un concert-boucan très réussi a été donné, cette semaine, par l'Union internationale No. 360 des Camionneurs de Montréal. Il y eut discours, chants, déclamations et du bon tabac enca-

PARDESSUS



Notre magasin pour hommes voit son assortiment s'augmenter continuellement de tous les articles nécessaires à la toilette d'un homme, chacun étant le meilleur de cette sorte au prix demandé.

Il nous semble que vous seriez intéressé par la vue d'un pardessus que nous venons de recevoir. C'est un pardessus en "whitney" bleu. Devant croisé, coupé à la taille, genre ajusté, poches diagonales, collet de velours. Entièrement doublé de serge. Grands 34 à 40.

\$37.50

GOODWIN — Au rez-de-chaussée.

COMPLETS

Notre assortiment de complets renferme un modèle pour rencontrer le goût de chacun. Nous avons des complets de la plus grande originalité, pour jeunes gens, aussi bien que d'autres d'un genre plus sévère pour hommes plus âgés.

Complets ajustés pour jeunes gens

Veston sac à deux boutons en vigogne de laine, souples revers roulés, manches éleph, poches diagonales. Gilet à cinq boutons et pantalon étroit. Gris, bleu, \$50.00 et brun. Grands 34 à 40.

\$50.00

GOODWIN — Au rez-de-chaussée.



AVIS PUBLIC

MODIFICATION DES TARIFS DE TRAMWAYS

Par décision de la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec (No. 330), rendue le 14 octobre, 1919, les tarifs de la Compagnie des Tramways de Montréal, pour le transport des voyageurs dans le territoire désigné sous le nom de territoire à tarif uniforme, sont modifiés comme suit:

NOUVEAUX TARIFS

- (a) Tarif de jour (de 5.00 a.m. à minuit), sept centimes (7c) en monnaie, ou un billet qui sera vendu en série de cinq pour trente centimes (5 pour 30c) et que l'on pourra se procurer sur les tramways mêmes ou à tous les bureaux de billets de la dite Compagnie, ou un billet qui sera vendu en série de quarante-quatre pour deux dollars et cinquante centimes (44 pour \$2.50), et que l'on pourra se procurer à tous les bureaux de la dite Compagnie, seulement.
(b) Le tarif des écoliers et le tarif de nuit actuellement en vigueur ne sont pas modifiés.
(c) Tout voyageur payant le prix de son passage, a droit à une correspondance gratuite.

CITE DE LACHINE

TARIF LOCAL

- (a) Tarif de jour (de 5.00 a.m. à minuit), cinq centimes (5c) en argent ou un billet qui sera vendu en série de huit pour vingt-cinq centimes (8 pour 25c);
(b) Tarif de nuit (de minuit à 5.00 a.m.) dix centimes (10c).

TARIF INTERURBAIN

Pour les personnes voyageant d'un endroit quelconque de la Cité de Lachine à la limite ouest du territoire à tarif uniforme et vice-versa, les tarifs actuels restent en vigueur.

Dans les autres municipalités situées en dehors du territoire à tarif uniforme, les tarifs maintenant en vigueur ne sont pas modifiés. Les tarifs ci-annoncés entreront en vigueur le 26 octobre courant.

Par ordre de la Commission des Tramways de Montréal.

RAYMOND BEAUDRY, Secrétaire.

N.B.—Extrait de l'article 76 du contrat: "Après la mise en vigueur d'un nouveau tarif, les voyageurs ne pourront pas se servir des billets de passage achetés antérieurement et qui ne seront pas conformes au nouveau tarif, mais la Compagnie devra racheter ces billets au prix qu'elle les aura vendus."

A STE-THERESE

Les nombreux ouvriers des fabriques de meubles et de pianos, à Ste-Thérèse, qui étaient en grève, depuis plusieurs jours, ont accepté de faire régler leur différend avec les patrons, par un tribunal d'arbitrage. En attendant la décision de ce tribunal, ils ont tous repris le travail.

ASSEMBLEE A MARIEVILLE

Une assemblée publique aura lieu, dimanche prochain, à Marieville, sous les auspices du local No. 48 des tra-

vailleurs de la confection des chapeaux de paille pour dames. Les principaux orateurs seront MM. Napoléon Ménard, A. Laurendeau (M. P. P. Lazare, président du local No. 48, Jos. Métivier, Mme Rose Henderson. Cette assemblée aura lieu dans la salle de l'hôtel de ville, à 2 h. p.m.

OUVRIERS DES BRASSERIES

Une demande d'augmentation de salaires, variant entre 20 et 25 pour 100 est soumise par les employés des brasseries à leurs patrons.

Advertisement for Dupuis Frères featuring 12,000 CHEMISES POUR HOMMES, rayures de couleur et noires, fil, percale, madras. PARFAITES SOUS TOUS RAPPORTS. Valeurs \$2.00, \$2.50 et \$3.00. \$1.49. Dupuis Frères logo.

DEMANDEZ ASK FOR
LA BIÈRE POPULAIRE THE POPULAR BEER
MOLSON
 Brassée à Montréal depuis 132 ANS
 Brewed in Montreal since 132 YEARS

pour cette campagne, je ne puis mieux faire qu'appeler l'attention de nos amis canadiens-français sur la campagne d'éducation ouvrière entreprise depuis quelques années par notre journal "Le Monde Ouvrier".

L'assemblée fut nombreuse et les allées du théâtre étaient encombrées d'auditeurs. L'attention que prêtèrent nos Canadiens-français aux discours prouvait que les débats sur ce terrain avaient pour eux un grand attrait.

Les locaux servant aux assemblées sont rares dans ce centre minier, et le lendemain je fus délégué pour me rendre à North Cobalt, où un député de Québec, le député fédéral Gustave Boyer devait parler dans la soirée; seulement, cette assemblée ne put avoir lieu faute d'auditeurs pour écouter les discours. Je pris le tramway pour retourner à Cobalt où une autre assemblée eut lieu. Là, au centre de la ville de Cobalt, dans la salle de l'hôtel de ville, peu d'auditeurs, et encore, la plus grande partie appartenant à la classe ouvrière; les discours n'ayant d'ailleurs rien de nouveau, à l'exception de celui du Docteur Joyal, jeune praticien, qui ne connaît pas la politique, disait-il, mais qui venait demander à ses amis les Canadiens-français de donner leurs votes pour le candidat libéral M. Taylor, un Anglais, parce que, disait-il, les Canadiens avaient négligé de mettre un candidat nationaliste sur les rangs, et M. Taylor, lui inspirait plus de confiance.

Dimanche après-midi, au même endroit, devant une nombreuse assistance, le parti ouvrier exposa son programme, et les orateurs français reçurent les applaudissements de nos canadiens de

North Cobalt, preuve bien évidente que ceux-ci sont décidés à faire élire leur candidat.

Dimanche soir, une autre assemblée fut tenue au Théâtre Bijou, dont la salle n'était pas assez vaste pour contenir la foule enthousiaste qui s'était rendue sur les lieux; le camarade Pauzé, un coiffeur de l'endroit, donna un compte rendu de la marche en avant du mouvement à travers le comté.

J'exposai les grandes lignes du programme ouvrier, citant des exemples de ce que ce mouvement avait produit ailleurs, et quels résultats il pourrait donner ici dans le nord de l'Ontario, si ouvriers et fermiers se mettaient en tête de vouloir faire élire leurs candidats sur le programme ouvrier.

Notre ami A. Boddard, dans un discours d'une heure et demie, donna les grandes lignes du programme ouvrier, citant des exemples de ce que ce mouvement avait produit ailleurs, et quels résultats il pourrait donner ici dans le nord de l'Ontario, si ouvriers et fermiers se mettaient en tête de vouloir faire élire leurs candidats sur le programme ouvrier.

Beaucoup d'Anglais s'étaient rendus à cette assemblée.

Le président donna lecture des rapports qui arrivent de tous côtés sur les progrès de la candidature ouvrière.

Le comité décida de m'envoyer rendre visite aux Canadiens demeurant dans le haut Témiskaming et vers Cochrane, qui appuient la candidature d'un des leurs, le camarade Vanier, sur le programme ouvrier.

CHEZ LES CORDONNIERS

L'union des travailleurs en chaussures, local No. 266 de la B. & S. W. U. donnera une grande soirée de famille, le 8 novembre prochain, à laquelle tous les amis de cette union seront invités. Le comité chargé de l'organisation de cette fête est composé de MM. Chs. McKereher, A. Morin, L. Thibault, A. Gagnon, E. Elie, N. Poirier, F. Clément, O. Boudrias, A. Simard, J. Fiset, Jos. Bélsis.

M. Collis Lovely, président général de la B. & S. W. U. va faire une tournée dans tout le Canada. Lundi prochain, il arrivera à Montréal et mardi il sera à St-Hyacinthe.

LES GANTIERS EN CAMPAGNE

L'organisatrice générale de l'Union internationale des gantiers d'Amérique, Mme C. Hogan, est attendue incessamment à Montréal. Les gantiers organisés de notre ville se préparent à entreprendre une grande campagne de propagande et de recrutement, dans toutes les fabriques de gants de Montréal. L'organisatrice, Mme Hogan, doit prendre une part active à cette campagne.

OUVRIERS TEXTILES

L'union internationale No. 20003, branche de St-Henri, au cours de son assemblée régulière, sous la présidence de M. Georges Dubé, mardi soir, a adopté une résolution de protestation au sujet de l'augmentation des taux de passage sur les tramways.

VOTE AGAINST PROHIBITION!

DEMAND
Personal Liberty
 IN CHOOSING WHAT YOU WILL DRINK

Ask for this Label when purchasing Beer, Ale or Porter.
 As a guarantee that it is Union Made

INTERNATIONAL UNION OF UNITED BREWERY WORKERS
 Union MADE Beer
 OF AMERICA
 COPYRIGHT & TRADE MARK REGISTERED 1905

If You Have Never Tried
GAS COKE
 You don't know its merits as a Convenient, Clean, Economical, and Efficient Fuel. A trial convinces.

\$9 A TON Montreal Light, Heat & Power Consolidated
 Phone Lasalle 397—Main 4040
 Or From Your Fuel Dealer.

Special Rates to Large Users

LA CAMPAGNE ELECTORALE DU PARTI OUVRIER AU TEMISKAMING

Le camarade Boddard, du "Monde Ouvrier" est allé donner un coup de main au Parti Ouvrier d'Ontario dans leur campagne électorale. Voici ce qu'il nous écrit:

A peine arrivé à Cobalt, je me rendis au théâtre Bijou, où une assemblée fut tenue pour nos Canadiens-français en faveur du candidat ouvrier, le camarade Alexander Montgomery, conducteur de tramway, ligne du Nipissing Central.

Parlant du programme ouvrier de l'Ontario, où les ouvriers ont fait une alliance électorale avec les fermiers

Plus de Fermes—Plus de Prospérité

Comment cela Vous Affecte

Parmi nos soldats de retour du front, on en compte des milliers adonnés à l'agriculture. Des milliers d'autres étudient la culture sous la surveillance de l'Etat, en louant leurs services aux cultivateurs et en suivant des cours dans nos Collèges d'Agriculture. Ces hommes veulent bien "s'établir sur des terres", mais ils n'ont pas de capital. C'est alors que, en vertu de la Loi de l'Etablissement des Soldats sur les Terres, le Canada leur dit: "Si vous êtes parfaitement qualifié pour faire de la culture, je vous prêterai de l'argent pour acheter une terre, du bétail et des instruments aratoires. Vous me le rembourserez à une époque déterminée et, pour ce prêt, je ne vous demanderai qu'un intérêt modéré."

Cette offre, le Canada la fait, non-seulement parce que les hommes qui sont allés se battre ont bien mérité de leur pays, mais encore parce qu'il est d'importance capitale que l'on mette plus de terres en culture.

L'attrait de la vie en plein air et l'esprit d'initiative qui caractérisent nos citoyens-soldats représentent les qualités idéales qui assureront leur succès comme cultivateurs, suivant les meilleures traditions canadiennes.

Comme preuve de l'efficacité de la Loi de l'Etablissement des Soldats sur les Terres, les chiffres qui suivent ont été fournis à la date du 15 août:—

Nombre de demandes de soldats	29,495
Nombre de demandes examinées et approuvées (tous n'ont pas été placés)	22,281
Nombre de soldats qui se livrent à la culture cette année	9,043
Moyenne des prêts faits à chaque soldat	\$2,960
Montant total des prêts	\$26,767,304
Superficie moyenne des fermes	160 acres
Superficie totale des terres concédées (Homesteads) c'est-à-dire de sol vierge mis en culture	1,000,000 d'acres

Ce million d'acres a été réparti entre 3,768 soldats, l'octroi étant à l'origine de 160 acres à chacun; mais, 2,512 soldats se sont prévalus du privilège accordé à tous les soldats concessionnaires de lots d'acquies 160 acres additionnels, ce qui pour chacun représentait un octroi de 320 acres.

En plus du million d'acres de sol vierge déjà en culture, plus de 6,000 fermes sont actuellement en exploitation, dont un grand nombre auraient donné un rendement bien moindre si des soldats de retour du front n'en avaient pas pris charge.

Ce qui était vrai avant la guerre, à savoir que d'abondantes récoltes bien vendues signifient la prospérité générale du Canada, est également vrai aujourd'hui.

Plus le Canada produit et vend de céréales et d'autres produits de la ferme, plus il circule d'argent parmi toutes les classes de la société. Ce n'est pas seulement le cultivateur, ce sont aussi les marchands, les ouvriers, les artisans, les manufacturiers ainsi que l'homme de profession qui en bénéficieront.

C'est ici que VOUS intervenez. \$24,000,000 du prochain Emprunt de la Victoire seront consacrés à l'octroi de prêts aux soldats-cultivateurs.

En achetant des Obligations de l'Emprunt de la Victoire, vous aiderez le soldat qui recommence sa vie sur la ferme et vous contribuerez au fonds prélevé par le Canada pour le développement de la culture. Vous recevrez non seulement un bon intérêt pour votre argent avec les meilleures garanties, mais vous participerez de plus à l'augmentation de la prospérité générale créée par l'augmentation de la production agricole.

Préparez-vous donc à apporter votre contribution à l'accroissement de la prospérité du Canada, en souscrivant à l'

Emprunt de la Victoire 1919

"Chaque dollar sera dépensé au Canada."

Publié sous les auspices du Ministre des Finances du Canada par le Comité Canadien de l'Emprunt de la Victoire



à Montréal, a pris fin mercredi matin, après avoir été déclarée close par une assemblée générale des grévistes, tenue la veille. La plus grande partie des employés ont été admis à reprendre le travail immédiatement. Mais un bon nombre cependant furent priés d'attendre que les usines eussent repris leur plein fonctionnement pour réintégrer leurs anciens postes. Ces derniers ont reçu l'assurance qu'ils seront tous repris lundi matin.

UNE GREVE CLOSE

L'union internationale No. 116 des ferblantiers a déclaré la grève des ferblantiers officiellement close, mardi soir, au cours de son assemblée régulière. Cette grève avait débuté le 2 septembre dernier, lendemain de la Fête du Travail, en même temps que les autres grèves des métiers de la Construction. Pratiquement, il ne restait presque plus de grévistes parmi les ferblantiers-couvreurs. Presque tous avaient réglé avec leurs patrons, et avaient repris le travail, aux conditions demandées par l'union.

"CLARK'S" SOUPS

are manufactured IN MONTREAL. DON'T FORGET that W. CLARK, LIMITED, provide EMPLOYMENT for MONTREALERS and the CLARK payroll means money to circulate in MONTREAL.

BESIDES THEY MAKE COOKING EASY AND DINNER DELIGHTFUL.

W. CLARK, LIMITED, MONTREAL. Canada Food-Board License No. 14-216

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

"LE NATIONAL"

New Route to Winnipeg and Western Canada

Runs through famous Clay Belt of New Ontario, the Cobalt Mining District, and the Highlands of Ontario.

Leave Toronto 9.15 p.m., Tuesdays, Thursdays and Saturdays. Through Standard, Tourist and Colonist Sleeping Cars, also through High Grade Coaches Toronto to Winnipeg.

Direct connection with this train leaves Montreal 10.00 a.m., arriving Toronto 5.40 p.m., via the "International Limited" Canada's Train of Superior Service.

Through Tickets for sale and sleeping car reservations made by any Grand Trunk Agent.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Francis Payette, Surintendant.
 Heures de Bureau: 9 a.m. à 5 p.m.
 Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec.
 8-10 rue Saint-Jacques
 Tél.: Dépt. des hommes: Main 2241
 Tél.: Dépt. des femmes: Main 2138

Nous plaçons, gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et aux ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, Bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, Chauffeurs, Débardeurs et Terrassiers, Commis et Sténographes. Les propriétaires et agents des chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

LE SERVICE EST ABSOLUMENT GRATUIT POUR TOUS.

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT

The old reliable remedy for rheumatism, neuralgia, sore throat and sprains.

Best Liniment Made
 Mrs. A. E. LAWSON, Hymoston, writes: "I fell from a building and received what the doctor called a very bad sprained ankle, and told me I must not walk on it for three weeks. I got MINARD'S LINIMENT and in six days I was out to work again. I think it the best liniment made."

Minard's Liniment always gives satisfaction. For any ache or pain, it gives instant relief.

Minard's Liniment Co., Limited
 Yarmouth, N.S.

ENCOURAGEZ
NOS ANNONCEURS

Ceux qui n'annoncent pas dans votre journal ne désirent pas votre clientèle. Ne les forcez pas à l'accepter.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

PATRONIZE
OUR ADVERTISERS

Merchants who do not advertise in your paper do not want your trade. Do not force it on them.

4th Year — No. 42

SAMEDI, 18 OCTOBRE 1919 — MONTREAL — SATURDAY, OCTOBER 18th, 1919

Page 3

THE DEAD LINE OF LABOR

School teachers entitled to better treatment. — Clever Judge gives his views. — Arraignment of the oppressors of teachers. — Home life in peril. — Defenders of the better pay praised. — Urged to organize, the slogan.

A small crisis has arisen in the Board of Catholic School Commissioners, caused by the demand of the teachers for a raise in wages of \$400 a year. No doubt as one reads between the lines of the report of the meeting where Judge Lafontaine moved to dismiss all but 85 male teachers and replace them by females, that the capitalist ideas are the primary base to the Judge's motion.

No your Honor Mr. Judge, with all respect, you have not the solution of the teacher problem. You have not contemplated the triumphant preparation which the teachers with all Labor have made to be released from the shriveling struggles for BREAD, with at least some leisure remaining for the many sublime tasks and ennobling pleasures above the dead line. When the teachers asked for this raise of \$400, the men were included. The average monthly salary of the teachers of the Province of Quebec last year amounted to \$33.23 maximum, elementary rural schools being as low as \$24.27. This, of course, is covering both Protestant and Catholic schools. Did the Judge know that 82 per cent of the trades unions of the Province joined with the teachers in their demands for more pay by appealing to the Government? If these things would be studied, the interested parties in our schools—our very homes will realize how petty are the statesmanship, the leadership, the aims and plans that propose less than ALL OF LIFE FOR ALL OF US, above the dead line.

Glance at the high and potent aspirations of the urging present, from a labor standpoint, the swift achievement, the contrast with the sordid eras of the past, and it will be realized that in the treatment of these teachers there is the same greed, and almost swinish savagery of any proposals that the mighty multitude of wage earners and workers of the world shall pitch their tents in stupid sloth below the dead line and say "we shall not advance. Oh! if the teachers had the courage to organize and get into line with the grand march of Labor to a higher destiny it would be well.

Judge Lafontaine is a clever man. He reviewed the situation and said that the teachers had been raised \$200 last year, that even though they might deserve the raise of \$400, the Board could not afford to pay it, because it would necessitate the raising of additional expense of \$230,000. The only way to meet it was to increase the taxes.

Just the same old story. The workers strike in one way and the capitalist strikes by raising the price of goods.

or the taxes. What a world! Dismiss the male teachers and employ girls at low wages.

It is certainly a sad state of affairs. Though man is still the world's greatest enigma, he makes nature less and less a mystery, ever marching onward, ever straining upward, expanding and refining his appetites, in short sublimely discontented. It was just stupid content that made the teachers stand for the absolute rotten treatment they have received.

It is the teachers who with their test tubes and calipers, microscopes, spectrometers, and a thousand other instruments that have challenged the molecule, the atom, even the very stars and burning suns to the end that the world shall be better that the boy and girl of to-day who are the men and women of to-morrow, may smile and look and listen through the methods of the Universe to enjoy the meaning of creation. Shall they not follow this urge of discontent to the bitter end? Not in revolution, mind you, but inspired, fired, thrilled by the magnitude of their duty as teachers and makers of the generation for good or for ill they shall be allowed to climb up to the upper side of life and reach the proud contempt for cunning teachings that chloroforms one into stupid contentment and the meekness of the brute.

More power to the champions of the teachers in the person of J. E. Perreault. It was stated that the Board could afford to pay the teachers more and that the resources of the Commissioners would allow them to treat the teachers better, without mulcting the money out of the proprietors of property.

Judge Lafontaine resented this, and told him they had no time for near theories and new systems of economics.

Can you think of that? No time indeed. Its past human reason that a sane capable man like Judge Lafontaine could be living in the eighteenth century.

We are not holding any brief for any one, but teachers of this case and if the Board can afford to pay them more they should not rest until they prove it and tell it to the world.

ROSEMOUNT PEOPLE'S OWN.

The Rosemount People's Own will be addressed to-morrow Sunday October 19th, at 3 P.M. by Phillipughan, Vice-President, Montreal Section Labor Party.

A hearty invitation is extended to all.

COUNCIL FAVORS NATIONALIZATION

Trades Council passes important resolutions regarding all public utilities and declares in favor of the taking-over of the Grand Trunk Ry.—Tramway fares opposed.—Asking injunction to stop their enforcement.—Eight-hour day and 44-hour week also dealt with.

At the regular meeting of the Montreal Trades and Labor Council held Thursday evening, some most important resolutions were passed. President Foster was in the chair. The Council went on record as favoring the nationalization of all public utilities, protesting against the Tramways fare increase and abolition of workmen's tickets, and reiterating their former faith in the eight-hour day.

Del. Gus. France, in presenting a resolution favoring the nationalization of all public utilities explained in an interesting manner his reasons, covering at the same time the consistency of the Labor movement in this action because it had always favored the idea. He did not intend to go into the details of such a gigantic question but he set forth that it was a matter of principle he had in view. He stated that the Board of Trade and other business bodies had passed resolutions not only in opposition to the Government taking over the Nationalization and Government Ownership.

The Labor Movement had always been in favor of State ownership of all public utilities and it was better to obtain such a thing by legislation than by direct action. All over the world Labor was clamoring for State Ownership of all utilities. There were only two ways of getting this. One was by legislation and the other by direct action. It seemed that certain people were saying they would not subscribe to the Victory Loan if the G. T. R. were taken over. That was Bolshevism of the rankiest character. Labor opposed Bolshevism in the upper classes just as much as it did in the lower classes. Never had he seen a more peculiar exhibition of so-called loyalty than this Bolshevistic action of the large commercial bodies.

President Foster followed in a rousing and remarkable speech in which he clearly showed that reading between the lines in this anti-nationalization campaign, one could see the cry for self-preservation. For instance with the National Railways not paying and with the G. T. R. not paying a commensurate debt to be wished that as far as the C.P.R. was concerned, to let them remain so. He believed that the taking over of the G. T. R. would round out a service that would be able to give the C.P.R. a run for their money, and would raise a competition that would mean better and more efficient service for the whole country.

Other Delegates who spoke in favor of Nationalization included Sec. Mathieu, Jos. Gauthier, J. Wall, Clermont, Girard and Kerrigan.

Del. Larivée of the News Writers' Union was the only dissenting voice stating that if the Government were to use Victory Loan money to buy the G. T. R. he would not spend a penny in buying them, and attempted to present an amendment to Delegate France's resolution, after the presentation of the main motion had been called.

The following resolution was presented and carried unanimously with the exception of Del. Larivée's vote:—

"Whereas there is at present an agitation in certain parts of the country against the nationalization of the Grand Trunk Railway,

"Whereas, some of the opponents of nationalization are advising the people not to subscribe to the Victory Loan, if the Grand Trunk Railway is taken over by the Government,

"And whereas this Montreal Trades and Labor Council has always been in favor of the nationalization of all public utilities,

"Be it resolved that this Council approves the policy of the Government in taking over and operating the Grand Trunk Railway or all other public utilities."

The question of the abolition of workmen's car tickets and the increase of fares by the Tramways Co. was another important subject. It was brought forward by a communication from the Union of Workers in the Sugar Refineries, protesting against the decision of the Public Utilities Commission to raise the fares and cancel workers' tickets, demanding also that all workers should walk on the day that the new fares came into force. This was referred to the executive.

After some discussion it was decided that the executive committee be instructed to seek at once legal advice and if possible to take an injunction to prevent the fares from being enforced. The Council also protested against amendment presented at the City Council regarding the early closing by-law so that certain stores having not more than 2 clerks remained open until 9 p. m. This was thought to be detrimental and unfair to other retail dealers who employed more help. As large number as 35,000 clerks were interested in the early closing by-law, and it ought to remain intact in the by-laws of the city.

The Council voted the sum of \$25.00 in aid of the defense fund of the Winnipeg strikers. It also voted \$10.00 to the Toledo strike fund, showing by this action the solidarity of the Labor classes in all countries.

The question of seeking legislation to obtain a legal eight-hour day, came in for long and interesting discussion. It was finally decided that a special committee be appointed to deal with the question. The committee chosen include Delegates France, Mathieu, and Maguire, and they were instructed to start an agitation in favor of obtaining legislation for a 44-hour week in the Province of Quebec.

A special meeting of the Council has been called for the fifth Thursday in October to discuss the amendments to the constitution.

CARPENTERS AND WAGES

Contractors blamed for breaking agreements of three years standing.—Comparison of cost of living and wages.

A nasty snarl has arisen between contractors and carpenters, which involves a period covering dates away back in 1914. It is the world-old story of broken contracts or admit adjusting of them which always causes strife and controversy. We scorn the creed of either a capitalist or a worker who will wallow in the lowliness of breaking a contract unless on account of causes beyond human control.

As a result of a Conciliation Board, an agreement was signed with the carpenters' unions of this city that 45 cents an hour would be paid to them for a period of one year. This was late in 1914, the year the war started. When war conditions came and building stopped dead, after of course some little time had elapsed on the agreement, in fact about half the time, an effort was made to cut the contract by 15 and 20 p.

According to clause A of the award of this Board it was agreed that the carpenters and contractors should meet once a year, January 15 being fixed as the date, so as to arrange their wage scale, etc. for ensuing year or season, as the building trades are so regulated. The year schedule should date from the June following the settlement.

During the years 1916 and 1917 men who were not carpenters at all were being employed on buildings in Montreal, and the Union complained bitterly through the Montreal Trades and Labor Council. Carpenters were leaving the city to work all over, where sixty cents an hour was offered and freely paid. A temporary arrangement was made with the building trades council, and many letters were written by contractors and carpenters to the newspapers.

They were getting nowhere and the contractors while confessing that they had broken their contract, declined to pay the current demands, the last being for 75 cents. An advance was offered of 15 per cent, but this is not satisfying the Carpenters' Union, and many big jobs are at a standstill.

Carpenters are skilled men. Their season of work is short. There are vital buildings due for completion such as the new wing of the Western Hospital. Mr. J. C. Newman, president of this Hospital Board, was interviewed by the Labor World, and he said that he felt that the strike of building workers should be halted in a case like the hospital. Suppose, he argued, that the "flu" should strike the city again and thousands of workers or members of their families were stricken. The Hospital would be unable to accommodate the cases. They cannot accommodate the demands now, and no worker would be so personally in human as not to see the justice of completing the Hospital before the snow falls, and settle the wage dispute afterwards. Mr. Newman personally raised donations for this work from the citizens of Montreal, many of them poor men, and is a sympathetic employer of large numbers of men with a million dollar company behind him in business, but he cries out that this action regarding the Hospital is unfair. Here is a chance, he claimed, for Organized Labor to make a big hit with the public and at the same time establish new laurels worthy of recognition at any time. There is some sound sense in what Mr. Newman advocates, but it is on the face of it impossible unless the contractors come to their sense.

The whole question at issue is: Are the carpenters worth 75 cents an hour or are they not? Base it on the high cost of living and the increase of wages which the carpenters demand. From 45 cents an hour to 75 cents is not much of an increase, it represents 66 and 2-3 per cent, while the cost of living has increased in the same period of 86 per cent.

"Be it resolved that this Council approves the policy of the Government in taking over and operating the Grand Trunk Railway or all other public utilities."

The question of the abolition of workmen's car tickets and the increase of fares by the Tramways Co. was another important subject. It was brought forward by a communication from the Union of Workers in the Sugar Refineries, protesting against the decision of the Public Utilities Commission to raise the fares and cancel workers' tickets, demanding also that all workers should walk on the day that the new fares came into force. This was referred to the executive.

After some discussion it was decided that the executive committee be instructed to seek at once legal advice and if possible to take an injunction to prevent the fares from being enforced. The Council also protested against amendment presented at the City Council regarding the early closing by-law so that certain stores having not more than 2 clerks remained open until 9 p. m. This was thought to be detrimental and unfair to other retail dealers who employed more help. As large number as 35,000 clerks were interested in the early closing by-law, and it ought to remain intact in the by-laws of the city.

The Council voted the sum of \$25.00 in aid of the defense fund of the Winnipeg strikers. It also voted \$10.00 to the Toledo strike fund, showing by this action the solidarity of the Labor classes in all countries.

The question of seeking legislation to obtain a legal eight-hour day, came in for long and interesting discussion. It was finally decided that a special committee be appointed to deal with the question. The committee chosen include Delegates France, Mathieu, and Maguire, and they were instructed to start an agitation in favor of obtaining legislation for a 44-hour week in the Province of Quebec.

A special meeting of the Council has been called for the fifth Thursday in October to discuss the amendments to the constitution.

SOME INTERESTING DISCUSSIONS

The so-called vicious circle—the ascending spiral—of wages and prices does not fully explain the present abnormal high cost of living. Let us take the statistics of the manufacturing industry of Canada laid before the recent industrial convention at Ottawa by G. M. Murray, a manufacturer of Toronto:

Capital invested . . . \$2,772,519,680
Wages of employees . . . 477,983,406
Salaries . . . 95,983,406
Value of raw material . . . 1,602,000,000
Value of product . . . 3,915,000,000

Of the total product wages represent less than 16 per cent, and wages and salaries combined 19 per cent. Supporting overhead expenses and the cost of raw material remained the same, and wages were increased 100 per cent! Would the manufacturer be justified in increasing his prices 100 per cent? Not at all. To produce \$100 worth of products the manufacturer, on the basis of the above figures which applied to the year 1917, has to pay out \$19 in wages and salaries. An increase of 100 per cent in wages would only add \$19 to the cost of the product which was valued at \$100 under the old rate of wages. That is to say, the manufacturer could afford to double wages, and sell his products for \$119, or an advance of price of only 19 per cent.

Of course there have been some increases of wages in the industries supplying the manufacturer with raw materials, and the figures given above show that the raw material costs about one half the value the finished product. That is to say, the manufacturer to produce a product which he sells for \$100, has to pay about \$50 for raw materials, and \$19 in wages, or say \$20. If the cost of labor embodied in the raw material is in the same proportion as the cost of labor in the manufacturing article—that is one-fifth of the total—then \$10 worth of labor produces \$50 worth of raw material. On this basis an increase of 100 per cent in the wages of the people producing the raw material and manufacturing it into finished products would only add \$10 plus \$19 to the value of the unit of output—justifying an increase in prices of only 29 per cent.

The fact is there has been nothing like an all round increase of 100 per cent in wages. And even if there had been, such an increase, it would not justify present prices in most lines.

STRIKES ON AND OFF

The steel strike of U. S. A. is still holding the Boards. To the real radical capitalist, like Gary, the strike has failed. To leaders of Labor, to responsible papers like the "New York Call", with reporters of capacity on the grounds where the strike is at its height, the strike is a huge success.

The steel kings, they say, will be dethroned from their social arrogance. They are called the "looters of our lives", by Foster, the main organizer of the steel strike. Foster says his organized men will tear down Mr. Gary and his cohorts' legalized power to plunder. Remember poor Foster has a hard row to hoe, and he is gloatingly told by the big interest papers that he is an I. W. W. and his book written many years ago not even noticed by the purchased press before is quoted and cast into his teeth. He casts back the cunning constitutions of the steel crowd into the lumber room of oblivion, and says they cannot rob Labor of the fruits of years of effort and sane behaviour.

Just think that Mr. Gary would like to stop these men from having the right to think, the right to assemble, the right to print, the right to teach. It's a good thing that the mighty modern miracle the printing press, is not muzzled altogether and no human being to-day should be allowed to surrender and sink into a brute's doom.

At the Washington conference, some efforts are being made to get arbitration while the steel corporation was willing to concede the right to organize, they would not yield to dealing with non employees of the company acting as spokesmen for the workers. The committee met again yesterday but getting together seemed far away. The delegates are asking for some more time and it will likely be another week before any settlement will be in sight. Collective bargaining is the big issue now and recognition of the union.

High authorities have stated that both sides are now willing to make concessions and that this conference can easily settle this strike and arrive at great and constructive results.

In Great Britain, Labor Leader Thomas reports that he is much pleased with the settlement of the strike and the spirit of the meetings were all of a character to reflect credit on employers and employees which he felt would lead to the genuine desire of both sides to have a permanent settlement. Tell it to Gary for goodness sake.

In Winnipeg, the street car men are again restless. The manager of the Tramways Co. there says they have not the money to meet the demand of the men, nor the award of the Judge Mathers. They must have an assured increased revenue. The men are holding a meeting to-night (Saturday), to decide in action.

From old Spain it is learned that the Socialist Conference, which was to have been held there this month, has been postponed until December 8, in order to await the result of the proceedings of the International Labor Congress at Washington.

The bakers strike in Toronto is ended and it is reported not to the satisfaction of the bakers themselves, because while they gained some of their demands, there was a lack of cooperation with the drivers and they had to return to work, still dissatisfied.

From Winnipeg it is good news to hear that the teachers out there have secured the increase in wages they de-

The Ogilvie Flour Mills Company, Limited

BALANCE SHEET

For the year ending August 31st, 1919, presented to the Shareholders at the Eighteenth Annual Meeting held at Montreal, Que., October 9th, 1919.

BALANCE STATEMENT, 31st AUGUST, 1919.

ASSETS	
Cash	\$ 2,226,123.62
Accounts and Bills Receivable, after making provision for bad and doubtful debts	1,700,081.70
Stocks on hand of Wheat, Flour, Oatmeal, Coarse Grain, Bags, and Barrels	638,269.02
Dominion of Canada War Loans and other investments	5,780,568.06
Total Active Assets	10,345,042.40
Investments for Pension Fund	253,501.00
Real Estate, Water Powers and Mill Plants in Montreal, Port William, Winnipeg and Medicine Hat; Elevators in Manitoba, Saskatchewan and Alberta; Property in St. John, N.B., and Ottawa; Stable Plant and Office Equipment	5,812,695.84
Goodwill, Trade Marks, Patent Rights, &c.	1.00
	\$16,411,240.24
LIABILITIES	
Accounts Payable (including provision for War Taxes to date)	\$ 2,445,786.08
Provision for Bond Interest and Dividends to date	520,250.00
Total Current Liabilities	2,966,036.08
Officers' Pension Fund	350,687.52
First Mortgage Bonds	2,350,000.00
Capital Stock—Preferred	\$2,000,000.00
do do Common	2,500,000.00
Retained Account	2,500,000.00
Contingent Account	2,500,000.00
Profit and Loss Account:	
Amount at credit 31st August, 1918	\$1,330,592.61
Less transferred to Contingent Account	908,592.55
	422,000.06
Profits for the year after payment of Bond Interest and making provision for War Tax:	
Flour Milling Profits \$ 649,777.73	
Profits from Other Sources and Investments	982,738.85
	1,632,516.58
Less—Dividends on Preferred and Common Stocks	817,516.58
	1,244,516.64
	10,744,516.64
	\$16,411,240.24

Approved on behalf of the Board:
C. R. HOSMER,
H. S. HOLT,
Directors.

To the Shareholders:

We have audited the books of The Ogilvie Flour Mills Company, Limited, at Montreal, Port William, Winnipeg and Medicine Hat for the year ending 31st August, 1919, and have obtained all the information and explanations we have required; and we certify that in our opinion, the above Balance Sheet is properly drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the Company's affairs according to the best of our information and the explanations given to us and as shown by the books of the Company.

CREAK, CUSHING & HODGSON,
Chartered Accountants.

In his remarks to the Shareholders, Mr. W. A. Black, Vice-President and Managing Director, called attention to the fact that the profits for the year under review were less than those of the previous year by \$322,898.26.

The Capital of the Shareholders invested in the business at the commencement of the year was \$9,926,999.06, so that the profits of \$1,632,516.58 represent 16.47 per cent on the Capital, not including the Bonds. If the Bonds were included as Capital, the percentage earned would be 13.3%. It will be noted from the Balance Sheet that the Shareholders' Invested Capital at the close of the year amounted to \$10,744,516.64.

Mr. Black also stated:

"As a result of the Armistice, there was a material reduction in the volume of business in all Departments. There was also a slight reduction in the percentage of profits on the turnover, which were a little under 2%, as against being a little over that figure last year. This must be admitted as being a very small margin and would not make a reasonable return but for the large volume of business.

"The outlook now is for an early return to the sharp competition for export business which existed prior to the war. Duties on flour imports, which were removed in some countries during the war, are being put on again, with the idea of encouraging and stimulating manufacture at home to provide work for their people, and securing the wheat of a's, which are necessary for dairy and general livestock feeding. It is most essential, however, that our own farmers and dairymen be supplied with the necessary feed for their livestock, and the Government may yet find it necessary to take steps to assist the mills in retaining a large export trade in flour if the dairying and stock interest is to continue at least on its present basis."

It runs into fifteen to twenty per cent and is effective next January. Our Montreal friends might take a note of this, as the comparison of Western teacher's salaries with Eastern and Quebec to be more clear was before this increase \$70 monthly as against \$33 odd here. No need of such conditions. This is a rich Province.

The strike of Longshoremen of New York and other Atlantic Ports has been ended by the men getting almost every single thing they asked for and it does seem such utter folly for big ship and tug owners to allow such things to go on. Something like a six day week and a considerable monthly increase was part of the settlement. It is expected that 50,000 men will be back to work by Monday.

The Marconi Wireless Co. and their workers are under consideration this week at a Board of Conciliation, presided over by Judge Macleannan. The first part of the consideration was that the company is obliged to operate its Lake services at the present time at very high cost, under terms of contract with the Federal Government made in 1911. It was the claim set forth that owing to this, they could not raise money to pay the operators more money now. They had faced a deficit each year.

The operators on the other hand complained that the commonest deck hand received more pay than they did. They had served during the war, and received no recognition for it while in Britain badges were given to operators of wireless. They were affiliated with the big Telegraphers Union, and

would be backed by that body. Further they were not only willing to strike, but they were willing to quit the business altogether if conditions were not changed. Again they added that the bad conditions existed without the knowledge of the company at all. The Board was in session again yesterday.

THAT GOLD IS DANGEROUS

Don't wait Till you are Sorry.

When you feel out of sorts, shivery, headachy, don't wait till you are laid up in bed before you take action to remedy these things. Chilly, achy feelings are Nature's warnings. Get something to clear out your system, cool the blood, exterminate the germs. There is nothing so quick and reliable as Dominion C. B. Q.—which stands for Cascara Bromide Quinine Tablets. Dominion C. B. Q. cures a cold in a few hours—takes the headache away—makes you feel fit. Get a box of Dominion C. B. Q. to-day. Keep it on hand. You never know when you might need it. At all druggists in the Red Box. Made by that well-known and thoroughly reliable firm The National Drug & Chemical Co. of Canada, Limited.



Named shoes are frequently made in Non-Union factories.

DO NOT BUY ANY SHOE

no matter what its name, unless it bears a plain and readable impression of this UNION STAMP

All shoes without the Union Stamp are always Non-Union.

Do not accept any excuse for Absence of the UNION STAMP

BOOT & SHOE WORKERS' UNION

246 SUMMER STREET, BOSTON, Mass.

COLLIS LOVELLY, General President.

CHARLES L. BAINE, General Secretary-Treasurer.

ALMY'S

LIMITED

MONTREAL'S LARGEST STORE

Quarterly Stocktaking Sale

BEGINS TODAY

Don't miss the wonderful bargains

WATCH THE DAILY PAPERS



You Need Not Tolerate

the inconvenience of a cough, when a few doses of

NADRUCO Syrup of Tar with Cod Liver Oil Compound

will give you almost instant relief. It heals the rawness of the bronchial tubes; stops the annoying tickling that leads to spasms of coughing; and soon restores the throat to its normal condition. On account of its pleasant taste, children take it readily. Keep a bottle always in the house.

Note—The package is Red and bears the "Na-Dru-Co" trademark. Manufactured by National Drug and Chemical Company of Canada, Limited.

THE LABOR MARKET

The Employment Service of the Department of Labor that returns from the Dominion and Provincial offices of the Employment Service of Canada for the week ending September 27th, show a slight increase in placements as compared with the returns of the preceding week. During the week 89 offices reported that they had referred 10,126 persons to regular positions, and that 8,823 of these had received employment. This represents an increase of 276 over the previous week when 8,547 persons were given regular employment. In addition 1,246 casual jobs were supplied as compared with 1,233 of the week ending September 20th.

During the week 10,468 applicants were registered, of whom 642 were women, and 9,826 were men. This is an increase of 102 over the previous week. The number of vacancies notified by employers totalled 12,629, of which 958 were for women and 11,671 were for men. This represents an increase of 415 as compared with the preceding week when the vacancies totalled 12,214. Of the placements in regular employment, 361 were women, and 8,462 were men. The number of soldiers reported as placed was 2,958 or 33.5 per cent of the total placement.

Of the placements in regular work, 11 were reported by Prince Edward Island, a decrease of 8; 236 by Nova Scotia, an increase of 1; 264 by New Brunswick, a decrease of 29; 710 by Quebec, a decrease of 19; 2,469 by Ontario, an increase of 593; 1,111 by Saskatchewan, an increase of 88; 734 by Alberta, a decrease of 176; 812 by British Columbia, a decrease of 344.

WORKERS TO REAP A LARGE BENEFIT

Right Place For Interest on Victory Bonds Is In The New Loan.

Many of Canada's industrious working people are among the one and one half millions of Victory Bond holders in this Dominion. They are included in the Coupon cashers who will on Nov. 1 divide \$18,523,928 which is the total amount of the current half year's interest on the last Victory Loan. They will serve themselves and their country together with their other savings, as payment in full or in part of subscriptions to the Victory Loan 1919. The new loan will be the means of guaranteeing continuance of the present working conditions, as well as yielding an attractive and direct financial return to the bondholder.

Figures from the department of Finance shows that on Oct. 31 this year \$1,367,247 was required to meet interest on war loans. The amount for Nov. 1, as above stated is \$18,523,928, while on Dec. 1, the further great sum of \$15,374,775 will be distributed for a similar purpose. That makes a total of \$35,265,950 for the current half year or for the whole year \$70,531,900.

All of this money from all classes should go right back into Victory Bonds. The new loan is necessary largely in the interests of the working people for a considerable portion of the proceeds will be devoted to assuring continuance of the prevailing prosperous conditions throughout the Dominion.

DUPUIS' SHIRT SALE

Today Dupuis Freres open a sale of men's shirts the like of which has not been seen in Montreal for many a day. They have massed hundreds of all sizes of soft and hard collared shirts to be sold at a sacrifice of \$1.19 while there are \$3.00 values in the lot. No reserve is held and these must go. Incident to this there are many other bargains which will tempt the wise buyers. It only shows the slogan this store has so thoroughly established "That it pays to shop at Dupuis."

Le Monde Ouvrier-The Labor World

The Official Bilingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers
Member of the
INTERNATIONAL FEDERATION OF AMERICANS
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique
Affiliée à la Fédération Américaine du Travail
Gus. FRANCO, Editor and Publisher
Vice-President of the International Labor Press.
2 St. Paul Street East
MONTREAL
Editorial Administration Main 5415
Administration 1688

SHARP STRUGGLE FOR EXPORT TRADE

Speaking at the 18th annual meeting of the Ogilvie Flour Mills Company held in Montreal, October 9th, Mr. W. A. Black, Vice-President and General Manager expressed the opinion that the struggle for foreign trade would be very sharp and that the Government might find it necessary to assist the milling company to retain their foreign business because of its close relation to the dairy and live stock industries. The year's business showed a considerable shrinkage from the figures of the previous year, the profits being down \$322,000. The profits for 1919 were \$1,682,000 or at the rate of 16.4 per cent on the company's capital, or 13.3 per cent if bonds are added to the capital. That the business was carefully and conservatively managed is shown by the provisions made for a rest account of \$2,500,000 and a contingent account of an additional \$2,500,000. Flour milling profits contributed \$649,000 of the total earnings while profits from other sources and income from investments netted \$982,000.

AT THE PLAYHOUSES

AT THE PRINCESS
Song writers are not often well-known to the public at large but in a few instances they have become widely popular by reason of their own interpretation of their own work. Among the latter is Jos. Howard, who has now arranged a new song revue, in which he will be heard, with Miss Ethelyn Clark, at the Princess theatre, next week. Another singer on the programme, Nan Gray, is one of the most popular of English music hall entertainers, paying her first visit to Montreal, Bayonne Whipple and Walter Huson, in a new vehicle entitled "Shoes". "A Song and Dance Entertainment" will be represented by Bobby O'Neill and Evelyn Keller, with special scenic and lighting effects and a number of specially written songs; the Wilson Aubrey Trio, gymnasts of a superior order, and imitations of the southern negro, given by the Swor Brothers are among the other features on the programme.

AT LOEW'S THEATRE

George Lovett will present an offering under the title of "Concentration" in next week's bill at Loew's. He will be assisted by Zenda and the incomparable Mysterious Band. The act embraces mystery, music, science and comedy. The questions asked by the audience will be answered by Mr. Lovett and his assistant and for this purpose specially printed slips will be distributed among the audience upon

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

HOWARD SMITH PAPER MILLS Limited
Makers in Canada of "High Grade Papers"
Head Office: 138 McGill Street - MONTREAL

W. Beverley Robinson, President
L. D. Campbell, Vice-President
Established 1790

B. & S. H. THOMPSON & CO., LIMITED
Selling Agents for Eastern Canada for United States Steel Products Co. Exporters of the Products of the American Sheet & Tin Plate Co.
Branch Offices: Toronto New Glasgow Winnipeg Vancouver
Cable Address: "THOMPSON"

JACOBS
Asbestos Mining Company of Thetford, Limited
General Offices: Jacobs Building 282 St. Catherine St. W., Montreal.
Mills at Thetford Mines, Que.

THE NATURAL LAW OF COOPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policy of cordial relationship between Employer and Employee.
A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to labor and have shown their sympathy in a practical way.

A GREAT CANADIAN INDUSTRY
Operating 17 mills
Employing 10,000 people
THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED
Montreal - Toronto - Winnipeg

FINE FURS
Holt, Renfrew & Co. Limited
405 St. Catherine St. West, Montreal

Canadian Vickers, Limited
Naval Construction Works
MAISONNEUVE
VICKERS BUILDING
7072 Notre Dame Street, East
MONTREAL, P. Q.

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA LIMITED
MONTREAL
QUEBEC
TORONTO
KITCHENER

Goodwin's Limited
Business Hours: 8.30 a.m. to 5.30 p.m.
Telephone Uptown 7000

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co. Limited.
MONTREAL
Canada
TORONTO WINNIPEG

Always Something Good at
LOEW'S
The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

ST. DENIS THEATRE
St. Denis Street
ALWAYS A GOOD SHOW
Best pictures and finest vaudeville
Comfort and Safety the Watchwords

GAYETY THEATRE
The Home of Clean Shows
Daily Matinees—Ladies, 10c
EVERY NIGHT AT 8.15
Always the Best Show in Town
Matinees, 10, 25 and 50
Nights, 15, 25, 50 and 75

Princess Theatre
Open for the season, High Class vaudeville, twice daily.
Always a good show, changed every week.
Prices Daily matinee: 15c, 25c, 35c.
Evenings: 15c, 25c, 50c, 75c.

Friends of all labor, International Time Recorders, millions register on them, which insures no disputes and eliminates favoritism, manufactured by International Business Machines Company, Limited, 300 Campbell Avenue, Toronto, Ont.

HUDON HEBERT & Cie Limited
IMPORTATION ET GROS
Alimentation, Vins, Liqueurs
18 De Brosses, MONTREAL

CANADA IRON FOUNDRIES LIMITED
Car Wheels, Cast Iron Pipe and Specials, Castings of all Kinds
MONTREAL FORT WILLIAM, ST. THOMAS, HAMILTON, THREE RIVERS, LONDONDERY

MECHANIC'S TOOLS
Reasonable Prices
Send for catalogue or call at our store.
High Grade
THE CANADIAN FAIRBANKS-MORSE CO., LIMITED
84 St. Antoine Street, Montreal.

RIORDON SALES COMPANY Limited
MONTREAL
Dealers in BLEACHED AND UNBLEACHED
SULPHITE PINE WOOD PULP
Spruce, Hemlock and Hardwood Lumber, Clapboards, Shingles and Railway Ties.
Sales Managers: T. J. STEVENSON, G. E. CHALLES

Canadian Steel Foundries Limited.
STEEL CASTINGS OF ALL KINDS
RAILWAY TRACKWORK.
Transportation Building, Montreal.

FRASER BRACE & CO. Limited
SHIPBUILDERS, ENGINEERS, CONTRACTORS.
Head Office for Canada: Power Bldg, MONTREAL

EVERYTHING IN RUBBER
DOMINION RUBBER SYSTEM
The emblem of quality and fair dealing.
RUBBER FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRIES

SADLER & HAWORTH
Tanners and Manufacturers of OAK LEATHER BELTING
FACTORIES: Montreal, Toronto Vancouver, Winnipeg, St. John, N. B.

ALMY'S LIMITED
Montreal's Largest Department Store.
ALL CLASSES OF GOODS
Excellent Service Satisfaction Always

DUPUIS FRERES LIMITEE
THE PEOPLE'S STORE
First class departmental store famous for the slogan "It pays to shop at Dupuis"

Anglins-Norcross Limited
Contracting Engineers
65 Victoria Street, Montreal.
Tel. Uptown 2640

THE SHAWINIGAN WATER AND POWER CO.
POWER BUILDING, CRAIG ST.
MONTREAL, Canada.

LAPORTE, MARTIN, LIMITEE
EPICIERS EN GROS
584 rue Saint-Paul Ouest
Tel. Main 3766. MONTREAL

F. B. EDDY COMPANY LIMITED
HULL, Que.
Montreal Branch: ST. PETER STREET

PAPER - PULP
ABITIBI
Power & Paper Co. Limited
MONTREAL

NOVA SCOTIA STEEL & COAL CO. LIMITED
Head office and Works: NEW GLASGOW, N. B.
Sales Offices: Windsor Hotel and at 43 St. Sacrament St. MONTREAL

News Print—Sulphite—Ground Wood
Also Sawm and Dressed Lumber of every description
St. Maurice Paper Co Limited
Alexander MacLaurin, Manager.
Head Office: 522-524 BOARD OF TRADE BLDG. MONTREAL

Furniture and House Furnishings in all branches is our specialty, we are the Pioneers in this line of business, always have been, that square dealings make lasting friends, our Credit terms are most liberal. Try our Metropolitan House Furnishing Co. Limited.
32 Notre Dame St. West—Montreal

BEDS AND BEDDING
Always demand ALASKA goods
The guarantee of cleanliness and quality
GUARANTEED ALASKA BEDDING
Alaska Bedding of Montreal, Limited
Associated with SIMMONS CO. Kenosha, U.S.A.

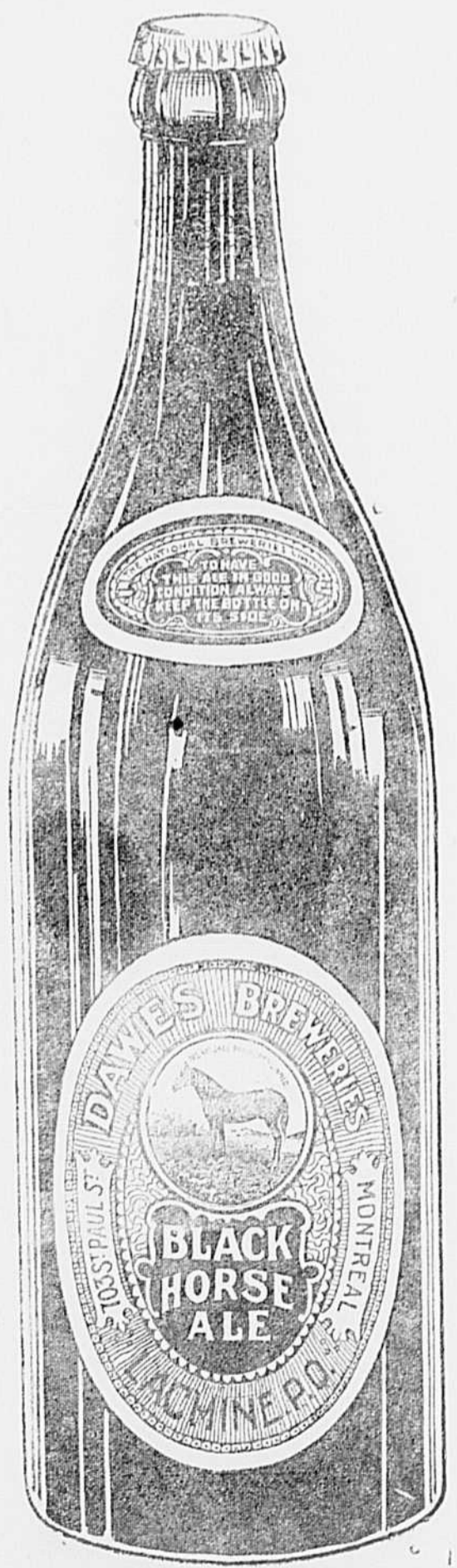
MASSEY-HARRIS CO. Limited
High Class FARM IMPLEMENTS
HEAD OFFICES, TORONTO
Factories: Toronto, Brantford, Woodstock.
AGENCIES EVERYWHERE

\$17
MADE-TO-ORDER GARMENTS
THAT'S DISTINCTIVE VALUE THAT REPRESENTS True Economy
Correct, Individual Tailoring
SIX MONTREAL STORES

DOMINION BRIDGE COY LIMITED. — MONTREAL
Head Office & Works, Lachine, Que
Engineers, Manufacturers & Erectors of Steel Structures, Branch Offices and Works at TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED
General Contractors and Shell Manufacturers.
701 Transportation Bldg., Montreal.
William Lyall, Pres. & Man. Director

BERTRAM MACHINE TOOLS
Equipment for Railway, Shipbuilding, Structural and General Machine Shop
THE JOHN BERTHAM & SONS CO. Limited—Dundas, Ont.
MONTREAL TORONTO VANCOUVER



Black Horse Ale

The Finest Product of the Brewers' Art

BLACK HORSE ALE is more than a delicious beverage.

It serves as a tonic.

It quenches thirst.

It acts as a mild and healthy stimulant to nerves and body.

It is high in food qualities.

It is an appetizer.

A glass or two of BLACK HORSE ALE at bedtime, will produce sound, healthy, refreshing sleep.

There is an accumulated brewing experience of over 100 years behind every bottle

Dawes Breweries

Tel. Main 165 - - - 703 St. Paul Street

The National Breweries Limited.